

CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires 37, UNEF.

Mardi 11 octobre

Non à l'austérité, non à l'injustice sociale

La situation de l'emploi s'aggrave dans le département d'Indre-et-Loire. En 2011, c'est une perte de plus de 1000 emplois industriels sur une dizaine d'entreprises (Mame, Gibert Clarey, AEG Power Solutions, Gringore-Pivoïn, Liotard, TI Automotives, SES, ARFEO ...) La hausse du chômage est de + 3,10 % sur une année.

Dans le même temps, la fonction publique continue de subir les effets de l'austérité budgétaire : suppressions durant l'été de 50 lits au CHU, suppression de postes à l'Education Nationale, etc ...

Dans le public comme dans le privé, le recours aux emplois précaires se généralise.

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, SUD/Solidaires et UNEF d'Indre-et-Loire en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le

développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et rouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Afin de permettre une intervention massive des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir, **les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, SUD/Solidaires et UNEF d'Indre-et-Loire appellent les salariés à participer**

Le Mardi 11 octobre à 10h30

Manifestation unitaire

Au départ de la place Anatole France à TOURS

Puis A 12h30 : Rassemblement Place Anatole France à Tours

Tours le 3 octobre 2011

***Nous ne paierons pas leur crise !
Tous et toutes en grève
et dans la rue
Le Mardi 11 octobre***

Le Premier ministre, François Fillon, a dévoilé son plan de « réduction des déficits publics ». Il l'a présenté comme un plan visant à l'équité... Alors qu'il s'agit seulement de rassurer les marchés financiers et de conforter la triple notation « AAA », notre « trésor national » !

Or, l'accroissement de la dette publique est le produit des cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus aisés et aux entreprises, en particulier les plus grandes, ainsi que le résultat des mesures prises pour juguler la crise financière et la récession qui s'en est suivie, crise dont la population n'est absolument pas responsable !

L'équité aurait conduit à changer d'orientation en matière de politique économique, à tourner le dos à une politique fiscale de plus en plus injuste, aux exonérations fiscales et sociales qui profitent à la minorité la plus favorisée de ce pays, les actionnaires, les rentiers, les patrons...

Il n'en est rien : ce plan de rigueur touchera essentiellement la majorité de la population tant par les mesures annoncées que par les réductions de dépenses publiques prévues !

Une taxe exceptionnelle est prévue pour les très hauts revenus : 200 millions d'euros de recettes. C'est à comparer au cadeau de 1,8 milliard d'euros lié à la réforme de l'impôt sur la fortune, et au taux d'imposition des sociétés du CAC 40 qui dans les faits n'est que de 8 % (voire beaucoup moins avec les différents mécanismes). Rappelons aussi que la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu est tombé de 65 % à 41 % en 20 ans...

Les niches fiscales seront rabaissées très à la marge alors que ce sont 75 milliards d'euros qui sont perdus chaque année pour les recettes publiques sans que ces niches présentent, pour l'essentiel, une quelconque efficacité sociale...

A cela s'ajoute une très légère augmentation des prélèvements sociaux sur les revenus du capital

(12,3% à 13,5%), mais on reste loin d'une taxation identique aux revenus du travail...

Les heures supplémentaires sont désormais intégrées dans l'ensemble des allègements de cotisations sociales jusqu'à 1,6 fois le SMIC : pourtant cette exonération reste contre-productive pour l'emploi et profondément inégalitaire. Cette défiscalisation ne profite pas aux salariés non imposables... La hausse des taxes sur les assurances complémentaires de santé sera répercutée sur les assurés sociaux.

L'augmentation du tabac, (6% en 2011 plus 6% en 2012), des alcools forts et des boissons sucrées pèsera directement sur le budget des ménages.

Ajoutons que le Premier Ministre a joué sur le registre de l'autosatisfaction, se félicitant des « réformes » menées sur les retraites, la RGPP (Révision générale des politiques publiques) et la suppression des 130 000 emplois de fonctionnaires... toutes des mesures particulièrement injustes ! Pour

lui, il faut poursuivre cette politique pour maintenir la bonne note de la France sur les marchés financiers !

Cette politique a des conséquences sociales néfastes pour la grande majorité des salarié-es, des chômeurs/chômeuses, des jeunes, des retraité-es, des précaires. Elle va encore aggraver la casse des services publics et accélérer la récession économique.

Il est donc urgent de se mobiliser pour imposer une nouvelle politique fiscale permettant de répondre aux besoins sociaux, notamment en matière d'emploi, de salaire, de protection sociale... et qui mette fin à la soumission aux marchés financiers.

